



Communiqué de presse

Les réseaux de lutte contre la pauvreté demandent aux gouvernements Fédéral, Régionaux et Communautaires, de créer de toute urgence une task force "Sortir de la crise énergétique par le haut ».

Bruxelles, le 26 septembre 2022

Ces derniers mois et semaines, les différents gouvernements de notre pays ont pris certaines mesures pour tenter de réduire l'impact de la crise de l'énergie sur les familles financièrement vulnérables, plus récemment en faveur de la classe moyenne et des indépendants. Si ces efforts sont à saluer, ils sont largement insuffisants pour beaucoup. Alors qu'avant la crise covid, les inondations de juillet 2021, l'inflation et l'augmentation générale du coût de la vie, 1 personne sur 5 en Belgique subissait déjà la précarité énergétique... aujourd'hui c'est le drame et un risque réel de bain de sang social ! Les factures d'énergie déjà inabordables pour les personnes en situation de pauvreté deviennent tout simplement impayables, et maintenant la classe moyenne inférieure n'y échappe plus et s'écroule.

Chaque jour, nos Réseaux reçoivent des messages paniqués et de colère de familles qui ne savent plus faire face alors qu'elles sont souvent déjà dans une situation de sous-consommation et cherchent encore à la réduire (comment ?!), et malgré les mesures d'aide des pouvoirs publics. Il est évident que des aides conjoncturelles supplémentaires sont nécessaires pour passer l'hiver. Mais sans un changement de paradigme, sans investissements urgentissimes dans des réponses structurelles et durables, les plus vulnérables et la classe moyenne affaiblie continueront à voir leurs portefeuilles se vider et leurs conditions de vie se dégrader encore. Agir sur le logement est la première piste structurelle qui puisse apporter une solution durable en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'appauvrissement, au bénéfice de nos finances publiques et des enjeux climatiques.

C'est pourquoi les Réseaux de lutte contre la pauvreté du pays réunis au sein du BAPN (Réseau belge de lutte contre la pauvreté), **demandent aux gouvernements Fédéral, Régionaux et Communautaires, de mettre en place immédiatement une taskforce "Sortir de la crise énergétique par le haut ».** Cette crise énergétique ne vient pas de nulle part, pour en sortir il faut une politique cohérente et ambitieuse comprenant à la fois des mesures de soutien pour protéger un grand groupe de notre société contre la pauvreté (toujours plus profonde) et l'appauvrissement, **ET** une approche durable pour réaliser une transition climatique juste. Cela nécessite une coordination et un alignement entre les différentes matières politiques (énergie, logement, pauvreté, climat, mobilité, pouvoir d'achat...) **ET** entre les différents niveaux de pouvoir du pays ainsi qu'avec

l'Europe. Pour répondre de façon juste et équitable aux besoins de toute la population, il est essentiel que cette taskforce soit en dialogue direct et permanent avec les organisations au travail avec les personnes en situation de pauvreté et d'appauvrissement et les groupes vulnérables, qui les représentent légitimement.

Les enjeux révélés par cette crise énergétique succédant aux précédentes, démontrent s'il le fallait encore que la réduction des inégalités et la justice sociale sont intimement liés aux transitions radicales indispensables aujourd'hui. La stabilité de notre société, la démocratie et la paix sociale en dépendent maintenant et pour les générations futures. La mise en place d'une telle taskforce enverrait un signal fort à la population et aux acteurs mobilisés, à savoir que les gouvernements prennent à bras le corps la résolution de la crise énergétique pour la traduire en réponses structurelles et durables tout de suite.

Les Réseaux de lutte contre la pauvreté sont prêts à travailler avec cette taskforce et disposent déjà d'un cahier de priorités qui émanent des rencontres permanentes avec le terrain pour aller vers ces solutions conjoncturelles momentanées mais surtout vers des solutions durables. Les voici :

Deux priorités conjoncturelles :

1. Une meilleure protection des personnes vivant dans une situation de pauvreté :

- L'extension du tarif social aux personnes bénéficiant du statut BIM est une mesure importante qui protège 1 million de familles vulnérables (2 millions de personnes au total) de la précarité énergétique et de l'endettement. Pourtant, sur le terrain, nous constatons que les personnes bénéficiant du tarif social ont encore des difficultés à s'en sortir. En effet, le tarif social n'empêche pas les factures d'énergie d'augmenter de plusieurs centaines d'euros, ce qui représente une somme particulièrement importante pour les personnes en situation de pauvreté. Nous demandons par conséquent que **le tarif social soit temporairement gelé** afin que les coûts pour les personnes bénéficiant du tarif social n'augmentent pas davantage.
- Étant donné que la pauvreté énergétique est un problème fortement persistant et que la crise de l'énergie ne peut être résolue à court terme, nous préconisons **un ancrage structurel de l'extension du tarif social**.
- L'amélioration de l'accessibilité au tarif social doit aussi être à l'agenda. Pas moins de 150 000 personnes ayant droit au tarif social de l'énergie ne l'utilisent pas.[1] À cet égard, il est important que **les mutuelles cherchent les ayants droit de manière plus proactive encore**. Une **solution doit également être trouvée pour les personnes qui vivent dans des bâtiments à appartements avec des compteurs communs**. Actuellement, ils ne peuvent pas bénéficier du tarif social même s'ils remplissent les conditions.

2. Mesures de protection pour la classe moyenne inférieure :

- Les mesures fédérales décidées le 16 septembre ont le mérite de vouloir soulager la classe moyenne qui est en difficulté. Cependant, il convient de remarquer que la classe moyenne est définie de manière trop large. Alors qu'une partie de classe moyenne nantie et habitant souvent des logements peu énergivores bénéficie d'un soutien dont elle pourrait se passer, l'aide est nettement trop faible pour la classe

moyenne inférieure. Pour une consommation moyenne de gaz et d'électricité, une personne qui gagne juste un peu trop pour bénéficier du tarif social paiera près de 9 000 euros par an avec le contrat commercial le moins cher. Une réduction de 392 € pour les mois de novembre et décembre n'est donc qu'une goutte d'eau dans l'océan, sachant que certains ménages auront moins d'aide encore. Nous plaçons par conséquent pour **un soutien plus ciblé de la classe moyenne inférieure afin de couvrir au moins toute la période hivernale** de façon plus importante.

- Non seulement les ménages mais aussi **les services rendus par le secteur socioculturel, éducatif**, de formation des adultes, de la jeunesse, de l'enseignement, d'accueil des personnes sans-abris, du monde de l'hébergement (handicap, aide à la jeunesse, adultes, ...) etc., sont en péril ! De nombreuses organisations sont en difficulté en raison du cumul de la hausse des prix de l'énergie, l'inflation, ainsi que de l'indexation des salaires que nous ne remettons pas en question. Pour le maintien de ces services sociaux de qualité, indispensables voire vitaux, nous demandons que des soutiens financiers spécifiques soient dégagés tant conjoncturellement que structurellement, sans que cela ne repose sur les enveloppes sectorielles déjà souvent bien trop maigres.

Trois priorités durables :

3. D'urgence, un pacte logement-énergie pour une transition climatique juste et rapide :

- Il est clair que ces mesures de soutien directes aux ménages vulnérables doivent aller de pair avec une politique d'investissements durables au bénéfice des enjeux sociaux et climatiques. Les Réseaux plaident pour **la concrétisation rapide d'un pacte logement-énergie impliquant des investissements massifs dans l'isolation des bâtiments, en commençant par les logements occupés par des familles à faible revenu et de la classe moyenne inférieure, tant dans le logement privé que public**. Nous insistons pour qu'un tel pacte inclue une attention toute particulière aux locataires vulnérables du marché privé et aux propriétaires pauvres, qui sont les grandes victimes des crises de l'énergie et du logement. C'est une des seules voies durables et juste pour lutter à la fois contre l'appauvrissement, la précarité énergétique et le surendettement tout en œuvrant en faveur d'une transition climatique indispensable.
- Un tel pacte doit inclure les acteurs associatifs et les services précités, singulièrement lorsqu'ils sont localisés dans des zones économiquement faibles et dès lors parfois eux-mêmes moins bien financés.
- Ce pacte logement-énergie ne devra pas seulement se concentrer sur la réalisation de l'efficacité énergétique, mais doit également permettre aux ménages vulnérables d'accéder aux sources d'énergie renouvelables.

4. Renforcer les revenus les plus faibles et le pouvoir d'achat

- Le gouvernement fédéral a fait un effort important au cours de cette législature pour rapprocher les allocations et les revenus les plus faibles du seuil de pauvreté européen, qui est actuellement de 1 287 € pour une personne isolée. Pourtant, de

nombreux minima sociaux restent bien en dessous de ce seuil. En outre, l'augmentation des coûts des biens et des services essentiels tels que l'énergie, le logement ou encore l'alimentation a pour conséquence que le seuil de pauvreté sous-estime fortement ce qui est nécessaire pour vivre dignement. **Le relèvement des revenus les plus faibles au-dessus du seuil de pauvreté doit être une priorité politique absolue.**

- De plus, des mesures doivent être prises pour garantir le pouvoir d'achat des personnes en situation de pauvreté et de la classe moyenne inférieure. **Il est essentiel que l'enveloppe bien-être soit pleinement appliquée aux prestations sociales des régimes de salariés, d'indépendants et de l'assistance sociale, et que l'on ne touche pas à l'indexation automatique des salaires et des allocations.** Nous appelons également à l'abolition de la dégressivité accélérée des allocations de chômage dont une étude récente de l'OCDE a montré qu'elle ne contribue pas à conduire les personnes au chômage vers le marché d'emploi.[2]

5. Coordination avec les politiques et les fonds européens

- Pour parvenir à une solution durable à la crise de l'énergie actuelle, une coordination avec le niveau européen est indispensable. Ainsi les Réseaux demandent que **les fonds européens dans le cadre du Green Deal, de la relance et de la politique sociale et de développement régional soient investis** dans l'accès au logement et l'isolation des logements pour les familles vulnérables et la classe moyenne inférieure ainsi que dans d'autres mesures visant à lutter contre la crise d'énergie.
- Une coordination avec l'Europe s'impose pour **taxer les surprofits actuellement réalisés par les grandes entreprises d'énergie (fossile) et les redistribuer aux ménages** qui ne peuvent plus payer leurs factures d'énergie via des mesures conjoncturelles et structurelles. Nous revendiquons la concrétisation de cette mesure dans les plus brefs délais.
- La Commission européenne a annoncé qu'elle présenterait une proposition de **plafonnement général des prix du gaz** dans le courant de l'année. Nous appelons la Belgique à insister auprès de la Commission européenne pour qu'elle mette sa proposition sur la table le plus rapidement possible.
- Le droit à l'énergie est un droit fondamental. Par conséquent, nous ne pouvons plus accepter que l'accès à ce droit dépende encore des aléas du marché commercial. Il faut examiner, en collaboration avec le niveau européen, **comment découpler l'approvisionnement énergétique des ménages du marché commercial.**
- Enfin, Les Réseaux sont très inquiets du fait que l'agenda social de l'Union européenne ne soit actuellement pas prioritaire et que la dimension sociale dans le cadre du Green Deal et des politiques de relance est très limitée. **Nous appelons ainsi la Belgique à placer la politique sociale, en particulier en matière de revenus et de logement-énergie, au cœur de sa présidence de l'Union européenne en 2024.**

Ce communiqué est signé par:

Guy Tordeur, Président Réseau Belge de lutte contre la Pauvreté (BAPN)

Caroline Van der Hoeven, Coordinatrice du Réseau Belge de Lutte contre la Pauvreté (BAPN)
Christine Mahy, secrétaire générale et politique du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP)
Heidi Degerickx, Coordinatrice générale, Vlaams Netwerk tegen Armoede (NTA)
Bart Van de Ven, Président Brussels Platform Armoede (BPA)
Bruno Vinikas, Co-président Le Forum Bruxelles contre les Inégalités

[1] Source: la recherche "Take" de l'Universiteit Antwerpen :

https://socialsecurity.belgium.be/sites/default/files/content/docs/nl/sociaal-beleid-vorm-geven/belmod/slotconferentie_belmod_x_take_voormiddag.pdf

[2] https://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/the-effect-of-declining-unemployment-benefits-on-transitions-to-employment_cba7af24-en

Contacts de presse:

Caroline Van der Hoeven, Coordinatrice BAPN, caroline.vanderhoeven@bapn.be ou 0474/55.96.11

Julie Mawet, Relations Presse RWLP, j.mawet@rwlp.be ou 0476/96.95.26

Frédéric Aerden, Chargé de Mission Le forum, Aerden@le-forum.org ou 0492/58.34.67